

Les voix de la ville revisitées. Sociolinguistique urbaine ou linguistique de la ville ?

Louis-Jean Calvet

Volume 36, numéro 1, 2005

Signalétiques et signalisations linguistiques et langagières des espaces de villes (configurations et enjeux sociolinguistiques)

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/011987ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/011987ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue de l'Université de Moncton

ISSN

0316-6368 (imprimé)

1712-2139 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Calvet, L.-J. (2005). *Les voix de la ville revisitées. Sociolinguistique urbaine ou linguistique de la ville ?* *Revue de l'Université de Moncton*, 36(1), 9–30.
<https://doi.org/10.7202/011987ar>

Résumé de l'article

Depuis 1994, la sociolinguistique s'est principalement penchée sur le terrain urbain, au point qu'on a pu se demander s'il n'y avait pas là un lien de nécessité, si la ville n'était pas le terrain par excellence de l'approche sociale des faits de langue. L'exploration de ce questionnement nous mènera, bien sûr, à parcourir les avancées de la science depuis dix ans, mais aussi à nous interroger sur les différentes visions de la ville qui apparaissent dans les diverses publications et sur les différents choix de villes : une analyse d'une ville africaine ou asiatique très plurilingue ne mène pas nécessairement aux mêmes retombées théoriques que celle d'une ville européenne plus unifiée linguistiquement. Enfin, on s'interrogera sur la pertinence de l'opposition linguistique / sociolinguistique en prenant la ville comme pierre de touche.

**LES VOIX DE LA VILLE REVISITÉES
SOCIOLINGUISTIQUE URBAINE OU LINGUISTIQUE DE LA
VILLE ?**

Louis-Jean Calvet
Université d'Aix-en-Provence

Résumé

Depuis 1994, la sociolinguistique s'est principalement penchée sur le terrain urbain, au point qu'on a pu se demander s'il n'y avait pas là un lien de nécessité, si la ville n'était pas le terrain par excellence de l'approche sociale des faits de langue. L'exploration de ce questionnement nous mènera, bien sûr, à parcourir les avancées de la science depuis dix ans, mais aussi à nous interroger sur les différentes visions de la ville qui apparaissent dans les diverses publications et sur les différents choix de villes : une analyse d'une ville africaine ou asiatique très plurilingue ne mène pas nécessairement aux mêmes retombées théoriques que celle d'une ville européenne plus unifiée linguistiquement. Enfin, on s'interrogera sur la pertinence de l'opposition linguistique / sociolinguistique en prenant la ville comme pierre de touche.

Abstract

Since 1994, sociolinguistic research has been concerned mainly with cities, to the point where one may ask if cities are not the field of choice for the social study of language. To answer this question, we will look not only at the progress that this discipline has made over the past 10 years, but also at the various visions of the city that emerge from various publications and choices of city as objects of study. Indeed, the study of an African or Asian plurilingual city does not lead to the same theoretical conclusions that the study of a linguistically unified European city. Finally, the relevance of

the linguistic/sociolinguistic dichotomy will be questioned, using the city as touchstone.

Introduction

Thierry Bulot m'a explicitement demandé de présenter ici ce qu'était devenue la sociolinguistique depuis la parution il y a onze ans d'un de mes livres, *Les voix de la ville*, ce qui d'une part accorde à cet ouvrage un rôle qu'il n'a sans doute pas, et à moi des qualités d'observateur dont je vais essayer de faire la preuve, en espérant ne pas trop décevoir. Mais, quoi qu'il en soit, le titre de ce texte renvoie évidemment à cette demande. Je l'aurais cependant volontiers baptisé *So what ?* en référence à un article programmatique publié en 1965 par Joshua Fishman, *Who speaks what language to whom and when ?*. Pendant de longues années en effet, chaque fois que je faisais dans mes cours ou séminaires référence à ce texte, j'ajoutais qu'il y manquait trois questions : *where*, *why* et *how*, avec l'idée que si l'on avait, face à une situation linguistique donnée, répondu à ces différentes questions, qui parle quoi, à qui, quand, où, pourquoi et comment, on avait en quelque sorte rempli le programme de l'approche sociolinguistique. Or je pense aujourd'hui, et je vais tenter de le montrer, qu'il reste une dernière question, fondamentale, la principale peut-être et en tout cas l'ultime, à ajouter à ce protocole : *so what ?* Et alors ? C'est-à-dire en quoi tout cela est-il intéressant ? Quelle est l'importance de ce savoir ? À quoi nous sert-il ? En d'autres termes, ce que nous appelons la sociolinguistique urbaine est-elle utile et à quoi ? Enfin mon sous-titre, « sociolinguistique urbaine ou linguistique de la ville ? », renvoie à une discussion sous-jacente à toute mon intervention et qui concerne, bien sûr, la façon dont nous nous situons dans le débat sur les rapports entre linguistique et sociolinguistique.

Puisqu'on me demande de réfléchir à haute voix sur ce qui s'est passé depuis la publication des *Voix de la ville*, en 1994, je voudrais d'abord faire une autocritique : j'ai eu tort, je crois, de sous-titrer ce livre « introduction à la sociolinguistique urbaine » et j'aurais dû, pour être en conformité avec ce que je pensais et que je pense toujours, l'appeler « introduction à la linguistique urbaine ». Nous reviendrons plusieurs fois sur le débat auquel renvoie cette distinction, qui me paraît fondamentale. Pour l'instant, il nous faut constater que ce qu'on appelle la

sociolinguistique s'est, effectivement, surtout penché sur le terrain urbain, au point qu'on a pu se demander s'il n'y avait pas là un lien de nécessité, si la ville n'était pas le terrain par excellence de l'approche sociale des faits de langue. L'exploration de ce questionnement nous mènera, bien sûr, à parcourir les avancées de la science depuis dix ans, mais aussi à nous interroger sur les différentes visions de la ville qui apparaissent dans les diverses publications, et sur les différents choix de villes : une analyse d'une ville africaine ou asiatique très plurilingue ne mène pas nécessairement aux mêmes retombées théoriques que celle d'une ville européenne plus unifiée linguistiquement. Enfin on s'interrogera sur la pertinence de l'opposition linguistique/sociolinguistique en prenant la ville comme pierre de touche.

Et pour commencer en annonçant la couleur, je dirai que je vois trois grandes directions dans l'histoire récente de la partie de notre science qui nous réunit. La « sociolinguistique urbaine » a en effet, depuis dix ans, essentiellement travaillé sur :

1. Les villes plurilingues d'abord, que l'on trouve plutôt dans les pays en voie de développement, comme on dit en langage politiquement correct, dans la lignée de ce que j'ai moi-même pu faire. Les études portent ici soit sur le corpus (la forme des langues dans la ville), soit sur le statut (les rapports entre les langues, sur les marchés par exemple), soit sur les deux (ce que j'ai tenté de faire récemment sur Alexandrie : Calvet, 2004), s'intéressant donc à la gestion *in vivo* du plurilinguisme.
2. La ville définie non pas par son éventuel plurilinguisme, mais par sa mise en mots, par l'appropriation des lieux à travers la langue, avec un accent mis sur l'analyse du discours et plus récemment une approche interdisciplinaire, en particulier en relation avec la géographie sociale.
3. La ville considérée comme productrice lexicale : les études les plus nombreuses, et les plus médiatisées, portant sur le langage des jeunes dans les cités, les banlieues, études qui alimentent les articles, les ouvrages, les conférences, les tribunes de presse et parfois les discussions mondaines.

Je reviendrai plus loin sur ces directions, surtout sur la troisième à propos de laquelle se pose mon *so what* ?, mais je vais pour l'instant m'interroger avec vous sur le champ même de la discipline (ou de la sous-discipline, et c'est là tout le problème) qui nous réunit ici. Je sais que nos rencontres s'intitulent les JISU, « journées internationales de sociolinguistique urbaine » et, sans vouloir pour autant casser la baraque, j'aimerais cependant interroger cette appellation. Ces journées, si on les regarde de loin, constituent dans leur succession un bon indicateur d'une sorte de quête continue, d'une recherche identitaire. En 1999, elles avaient pour thème « Identités urbaines », et les communications portaient sur la re-nomination des rues en Hongrie (Salih Akin), sur la toponymie à Dakar (Ndiassé Thiam) ou à Bamako (Monique Bertrand) et sur l'accent comme indicateur social (Bulot et Bauvois, 1999). En 2001, elles s'intitulaient « Variations linguistiques : images urbaines » et l'on y parlait de Lille, Marseille, Rabat, La Réunion, Leeds, Salé et l'Afrique du sud (Bulot *et al.*, 2001). Deux ans plus tard, en 2003 (Bulot et Messaoudi, 2003), les interventions portaient sur Alexandrie, Moncton, Rabat, Lyon, Montréal à quoi s'ajoutait une table ronde sur le thème « linguistique urbaine ou sociolinguistique urbaine ? ».

Il aura donc fallu cinq ans pour que soit posée la question des limites ou des frontières de ce qui réunissait les participants de ces JISU : linguistique ou sociolinguistique ? Sommes-nous des linguistes ou des sociolinguistes ? Sommes-nous des linguistes à mi-temps, des sociolinguistes le reste du temps ? Et faisons-nous, à mi ou à plein temps, de la sociolinguistique ou de la sociolinguistique urbaine ? Car une autre question mérite d'être posée, concernant celle-ci l'adjectif *urbain*.

Présentant le numéro de *Marges Linguistiques* consacré aux « perspectives en sociolinguistique urbaine », Thierry Bulot s'interrogeait en février 2002 sur la question de l'éventuelle distinction entre sociolinguistique urbaine et sociolinguistique « non urbaine » et il écrivait :

La sociolinguistique urbaine est une sociolinguistique *en* et *de* crise. En crise parce qu'elle naît de la sociolinguistique et traverse donc son premier questionnement identitaire [il songeait à ce qui constitue la sociolinguistique, à ses liens

avec et ses oppositions à la linguistique] et *de* crise parce qu'elle reflète, comme la sociolinguistique en général, une société qui l'est tout autant (Bulot, 2002 : 2).

Il reviendra plus nettement sur cette volonté de scission en octobre 2004 :

Faire de la sociolinguistique urbaine et non pas de la sociolinguistique en ville [...]. En reprenant à la sociolinguistique générale son approche [...]. A l'instar de la sociolinguistique générale, la sociolinguistique urbaine procède très souvent par enquête [...] etc. (Bulot et Veschambre, 2004).

Ce que je trouve intéressant dans ces passages, c'est que, en quelques lignes, Bulot, puis Bulot et Veschambre distinguaient non seulement entre linguistique et sociolinguistique mais aussi entre sociolinguistique urbaine et sociolinguistique « en général » ou « générale », prônant en quelque sorte une différence maximale, comme s'ils cherchaient à se situer dans le plus petit commun dénominateur. Il y a là, à mes yeux, un premier thème de débat car je pense, exactement à l'inverse, que si nous voulons illustrer la position maintes fois exprimée par Labov selon laquelle *la sociolinguistique est la linguistique*, alors il nous faut refuser non seulement la distinction entre sociolinguistique urbaine et sociolinguistique « générale » mais encore celle entre sociolinguistique et linguistique. Mais le problème que j'essaie de poser pour l'instant concerne l'aspect « urbain » de cette linguistique ou sociolinguistique.

Dans le même numéro de *Marges Linguistiques*, Médéric Gasquet-Cyrus, posant la question de savoir s'il y avait sociolinguistique urbaine ou urbanisation de la sociolinguistique, soulignait que l'adjectif *urbain* était en quelque sorte à la mode, que l'on parlait de plus en plus de « jeunes urbains », de « musique urbaine », de « répertoires urbains », de « parlars urbains », de « sociologie urbaine », de « géographie urbaine », etc. Ce faisant, il ne mettait pas en cause l'adjectif lui-même, mais ses usages (Gasquet-Cyrus, 2002). Or le terme pose cependant problème.

Ce dont nous parlons, en effet, c'est d'une linguistique qui a pour terrain la ville, c'est-à-dire *un endroit particulier parmi tous les endroits*

où l'on peut rencontrer ces locuteurs qui donnent « vie » aux langues. La définition que je viens de donner de la ville peut paraître triviale, mais elle me paraît fondamentale car elle rappelle tout d'abord cette évidence qu'il n'y a pas de langue sans locuteurs, et souligne d'autre part que la ville n'est donc qu'une façon parmi d'autres qu'ont les locuteurs d'organiser leurs rapports sociaux : on peut, bien sûr, faire des enquêtes « sociolinguistiques » ailleurs, et l'on pourrait alors se demander s'il existe aussi « une sociolinguistique rurale », une « sociolinguistique montagnarde » ou une « sociolinguistique maritime »...

Mais c'est le mot français *ville* que je voudrais d'abord interroger. Il a une double particularité qui n'est pas étrangère à notre problème. La première est de ne pas avoir donné d'adjectif : face à village nous avons villageois, face à ville rien. La seconde est de venir d'un terme latin, *villa*, qui désignait une ferme ou un domaine rural, c'est-à-dire le contraire de la ville. Il en va différemment dans les autres langues romanes : la *citta* italienne, la *ciudad* espagnole ou la *cidade* portugaise par exemple remontent à l'un des deux mots latins désignant la ville, *civitas*. Le latin distinguait en effet entre *urbs*, « ville avec une enceinte » et *civitas* « ensemble de citoyens constituant une ville », les rapports entre l'un et l'autre étant éclairés par ce passage de Cicéron :

*Conventicula hominum quae postea civitates sunt,
domicilia conjuncta quas urbes dicimus* (Cicéron,
Sest. 91, cité in Gaffiot, 2000 : 324).

(Traduction : Ces petits groupes d'hommes que l'on appela ensuite des cités, ces ensembles de demeures que nous appelons villes).

C'est-à-dire que l'on avait d'une part un fait architectural ou urbanistique, *urbs*, et d'autre part un fait social, *civitas*, terme qu'Émile Benveniste a scrupuleusement analysé pour montrer qu'il était un nom de collectivité, un ensemble de *civis*, de « concitoyens » (Benveniste, 1974). *Civitas/urbs* : le peuple d'un côté, l'habitat de l'autre. J'ai dit que le mot *ville* n'avait pas donné d'adjectif, c'est-à-dire que nous ne pouvons pas parler de linguistique *villoise*, mais nous en avons cependant deux en français, venant de ces deux étymons latins que je viens de rappeler, les adjectifs *citadin* et *urbain*. La linguistique de la ville qui s'est appelée *urbaine* aurait donc pu s'appeler *citadine*. *Citadin*, au sens d'habitant de la ville, s'est longtemps opposé à *contadin* (« paysan »), et ce n'est qu'assez

récemment (au XVIII^e siècle) que ce couple a été remplacé par le couple *urbain/rural*. Mais si *contadin* a disparu de la langue, *citadin* est resté bien sûr disponible. La linguistique de la ville s'est donc appelée urbaine et non pas citadine (je sais que cet adjectif peut paraître étrange, tant nous sommes habitués à l'autre), sans doute parce que nous avons emprunté le syntagme à la linguistique américaine et qu'il n'y a qu'un seul adjectif en anglais (*urban*), mais il demeure que la nuance entre les deux adjectifs est importante et qu'elle illustre l'une des questions que je voudrais aborder : une certaine sociolinguistique urbaine, et non pas citadine, n'est-elle pas restée loin des rapports réels entre locuteurs réels ? En d'autres termes, n'est-elle pas plutôt du côté de la ville-*urbs* que de la ville-*civitas* ?

La seule personne à ma connaissance à avoir utilisé cette dualité lexicale et à s'être interrogée sur les rapports entre ces deux termes est Leila Messaoudi, dans un article intitulé justement « Parler citadin, parler urbain. Quelles différences ? » (Messaoudi, 2003). En fait, elle profitait de cette possibilité offerte par la langue pour proposer, à propos de la ville de Rabat, une distinction entre une opposition synchronique (parler rural d'un côté, parler citadin et urbain de l'autre) et une opposition diachronique (entre parler urbain et citadin qu'elle proposait de rendre en anglais par *urban/neo urban*). Pour elle, le parler rabati ancien, présentant des traits andalous dominants, était *citadin* et le parler actuel, marqué par des traits ruraux des tribus avoisinantes, était *urbain*, c'est-à-dire produit par *l'urbanisation*. Le premier était un parler prestigieux et à fonction identitaire tandis que le second avait plutôt une fonction véhiculaire.

Son approche est, comme on voit, intéressante, même si Leila Messaoudi place l'ensemble de son analyse sous le titre général de la « sociolinguistique urbaine » et n'aborde donc pas la question qui est ici la mienne. Elle pourrait d'ailleurs être enrichie par celle d'Andersen (1988) qui propose de distinguer entre dialectes « ouverts » et dialectes « fermés ». Il souligne la différence entre la façon dont se développent les dialectes dans des aires centrales (comme les grandes métropoles) et dans la périphérie (*central* et *périphérique* n'étant pas seulement ici des notions géographiques mais faisant également référence à la densité et à l'orientation des réseaux de communication). Selon lui, les communautés linguistiques centrales pratiquent une communication inter-dialectale et ont donc des dialectes ouverts, tandis que les communautés périphériques

pratiquent moins la communication inter-dialectale et ont des dialectes fermés. Les dialectes ouverts changent donc rapidement et ont des systèmes phonologiques et morphologiques plus simples, tandis que les dialectes fermés sont conservateurs et ont des systèmes plus complexes. En outre, sur le plan des attitudes, les locuteurs des dialectes ouverts sont réceptifs aux normes extérieures, tandis que les autres adhèrent à leurs propres normes

Mais revenons à la sociolinguistique urbaine conçue comme analyse de la mise en mots de la ville, essentiellement illustrée par les travaux de Thierry Bulot et par son rapprochement avec la géographie sociale. L'idée commune à ces deux approches est que l'espace n'est pas une donnée mais une construction sociale, que l'action humaine a une dimension spatiale, que d'une part « la géographie sociale est sensible à la désignation, à la mise en mots de l'espace » (Veschambre, 2004) et que d'autre part « les discours sur la ville modifient la perception du réel urbain » ou que « les discours sur la ville finissent par devenir *la ville* » (Bulot et Veschambre, 2004). Pour la géographie, ce principe est relativement révolutionnaire, car il abandonne la réification de l'espace et le réintroduit dans la société. Il était naturel, de ce point de vue, que la géographie s'intéresse aux représentations de cet espace, à ses nominations, ce que Bulot appelle la « mise en mots ». Mais, si l'on voit bien ce que la géographie peut trouver dans l'approche linguistique qui accompagne ou éclaire son déplacement épistémologique, on peut être plus sceptique concernant ce que la linguistique ou la sociolinguistique peuvent gagner à insister à ce point sur la « mise en mots ». D'autant que le géographe force le trait et insiste lui aussi sur les séparations entre ce qu'il appelle la sociolinguistique « classique » et la sociolinguistique urbaine :

Dans la sociolinguistique « classique », il s'agit d'étudier la covariance langue/société, sans problématiser la ville : l'espace apparaît comme un donné. En sociolinguistique urbaine, on considère que l'espace est un produit social, que la dénomination, la désignation de l'espace concourent à le produire socialement (Veschambre, 2004 : 1).

Qu'on me comprenne bien : je ne mets pas en question l'intérêt de cette approche, j'exprime quelques craintes sur une dérive qui consisterait à en faire une approche exclusive des autres. En outre, les rapports sociaux présents dans la nomination de l'espace semblent ici occultés. Je pense en particulier aux villes africaines qui sont structurées différemment, et parfois en différentes langues, dans l'oralité et dans le discours du pouvoir (Libreville, au Gabon, en est un bon exemple).

Mais passons sur le danger en quelque sorte orwellien qu'il y aurait à trop insister sur les effets sociaux de « la mise en mots », pour en venir au problème qui me paraît central : les rapports entre la ville et les langues, entre la ville et la linguistique.

La ville, bien sûr, n'a pas « inventé » les langues, c'est l'homme qui a « inventé » tout à la fois les langues et les villes, et la mise en mot de l'espace, en outre, n'est pas seulement urbaine ou citadine, elle peut tout aussi bien être rurale. Se pose alors une question : qu'apporte la ville à la linguistique ? Elle apporte d'abord l'*urbanisation*, c'est-à-dire à la fois les mouvements migratoires, la concentration, et donc un plurilinguisme plus visible, ainsi que tous les phénomènes de mobilité sociale et d'exclusion, et la redistribution dont parle Trudgill (1986) de dialectes régionaux en dialectes sociaux, phénomènes qui sont tous liés à cette concentration.

La situation des villes arabophones est sur ce point intéressante. Les spécialistes de la langue arabe ont pris l'habitude de distinguer entre les parlers nomades (ou bédouins) et les parlers sédentaires, d'une part, et, d'autre part, parmi ces derniers, entre les parlers ruraux et les parlers citadins. L'urbanisation et les migrations vont donc mettre en contacts ces différentes formes et nous donner à voir en grandeur réelle l'illustration de cette *reallocation*, cette redistribution des parlers dont la fonction et surtout les connotations changent : les ruraux venant en ville avec leurs particularités linguistiques vont se trouver confrontés à la forme urbaine dominante et à un tourbillon de représentations linguistiques qui vont retomber sur les locuteurs eux-mêmes. Catherine Miller a particulièrement bien décrit cette situation à propos des sa'îdis (les migrants venus de Haute-Égypte) au Caire (Miller, 1997, 2003 et à paraître). Elle souligne que le modèle citadin et le prestige de « La Ville Arabe par Excellence » sont battus en brèche par différents sentiments identitaires dont on ne perçoit pas très nettement les retombées linguistiques, car « nous ne

savons rien ou presque des modes d'expression des jeunes nés dans ces *ashwa'iyât*, oscillant entre la barbe islamiste, la casquette américaine et le coup de poing du *futûwa* » (Miller, à paraître). Et ceci laisse à penser que les villes arabes devraient être un terrain d'étude privilégié car on y trouve *tout* ce qui nous pose actuellement problème : les interférences ou les conflits entre le regard idéologique et le regard scientifique sur la langue (particulièrement importants pour la langue arabe), la constitution en ville de koinès diverses, la traduction linguistique de problèmes identitaires et de problèmes de « loyauté », le fait qu'une forme locale de la langue commune puisse remplacer en fonction identitaire une langue disparue (voir à ce propos, pour le provençal et le français méridional Blanchet *et al.*, à paraître), etc.

Je voudrais si vous me le permettez apporter ici une petite précision bibliographique qui ne manque pas d'intérêt. L'article séminal de Ferguson sur la diglossie (1959), au départ directement inspiré de la situation de l'arabe, constitue un des piliers de la sociolinguistique à ses origines, de la sociolinguistique « en général » ou « classique » et non pas de la sociolinguistique « urbaine » : la diglossie, chacun de vous en conviendra, n'est pas spécialement un phénomène urbain. Pourtant, une première version de ce texte, intitulée *Classical or colloquial, one standard or two* a été présentée en novembre 1958 à un colloque de l'American Anthropological Association consacré au thème de *l'urbanisation et les langues standards* (Ferguson, 1958). Il s'agit bien sûr d'un hasard, mais d'un hasard qui nous montre que les frontières entre la ville et la « non ville », ou si l'on préfère entre la sociolinguistique urbaine et la sociolinguistique en général, sont poreuses. Ferguson a d'abord écrit son texte à propos de la ville, puis en a publié une version améliorée qui a été reçue comme couvrant un domaine beaucoup plus vaste, et cette anecdote n'est pas étrangère à notre débat : un concept forgé pour rendre compte d'un phénomène urbain (et à l'origine arabe) a pu être utilisé pour rendre compte de situations linguistiques diverses.

Car la ville comme terrain donne à voir plus nettement au linguiste les interactions sociales à travers les interactions linguistiques, elle lui montre en quelque sorte que la linguistique ne peut être qu'une science sociale (ce qui bien sûr invalide l'idée même de sociolinguistique). Mais ceci existe partout, dans tous les usages linguistes, et se trouve simplement être plus

manifeste en ville. De ce point de vue, donc, et même si je dois commencer à énerver certains de mes collègues, je taperai encore sur le même clou en affirmant que, premièrement, *la linguistique est par son objet même une science sociale* et qu'il n'y a donc pas lieu de développer une sociolinguistique et, deuxièmement, que *la ville n'est qu'un des terrains qui, par un hasard historique, a été celui des premiers à s'être réclamés de la sociolinguistique.*

Mais là n'est pas le seul problème et le suivant, plus important sans doute, est celui de savoir qu'apportent à la linguistique les études se réclamant de la « sociolinguistique urbaine » ? Les « pères fondateurs », qui s'étaient réunis en 1964 à l'UCLA (Hymes, Bright, Haugen, Labov, Samarin, Gumperz, Ferguson, etc.) et qui ont largement contribué à la floraison des études urbaines, voulaient surtout s'élever contre une conception de la langue qu'ils refusaient, celle de Noam Chomsky (Bright, 1967 et Calvet, 1999). Ils voulaient opposer face à la conception rigide d'une « compétence linguistique » unique la floraison des compétences diverses nécessaires à la communication linguistique (c'est par exemple l'origine du modèle *SPEAKING* de Dell Hymes, 1974). De ce point de vue, ces approches ont mis le doigt sur la vision aveugle de certains linguistes, sur ce qu'ils ne voyaient pas ou ne voulaient pas voir, tout occupés à construire un modèle fonctionnaliste ou générativiste : que la langue était tout simplement un *fait social*, au sens où le sociologue Durkheim prenait cette expression, ce qu'Antoine Meillet avait martelé en vain tout au long de son oeuvre.

De cet apport fondamental des « sociolinguistes » en découle un autre : décrire le fait social qu'est la langue nous met face à des réalités sociales et nous impose parfois de nous déterminer par rapport à elles, voire de tenter d'intervenir sur elles. De ce point de vue, les tenants de la « sociolinguistique » française (pas seulement française bien sûr, mais je ne parlerai maintenant que d'elle) ont dans leur grande majorité situé leur approche dans des options sociales et politiques. Marcel Cohen le premier, l'auteur de *Matériaux pour une sociologie du langage* (1971), militant du Parti Communiste, tentait d'utiliser sa science au profit de ses combats. Marcellesi et Gardin se sont situés dans la même filiation lorsqu'ils ont publié en 1974 leur *Introduction à la sociolinguistique*. Moi-même, publiant la même année *Linguistique et colonialisme*, me

situais sur des positions anticolonialistes et antijacobines. Cette idée que la linguistique devait avoir une utilité sociale, que la science était au service de la société, s'est manifestée de différentes façons, dans les différents domaines de ce qu'on a pu appeler la *linguistique appliquée*, et servait de pierre de touche pour départager ceux qui ne s'intéressaient qu'à la langue comme système et ceux qui s'intéressaient aux usages, à la parole, à la communication en contexte social. Bien sûr les théories ont évolué, nous sommes passés d'un néo-marxisme un peu mécaniste à des analyses plus bourdieusiennes, mais la volonté d'expliquer la langue par la société, puis la société par la langue, puis d'appréhender les deux dans un même mouvement et d'intervenir enfin sur la société à la lumière de nos analyses linguistiques, a perduré.

Les études sur les marchés africains plurilingues par exemple avaient bien sûr pour moi une fonction heuristique (Comment ça marche ? Comment communiquent-ils malgré le plurilinguisme ?), mais aussi une fonction prédictible, car l'analyse des stratégies de communication, menant en particulier aux phénomènes véhiculaires, nous donnait une idée de l'avenir linguistique de la ville et du pays. Il y a là un lien direct entre l'analyse sociolinguistique et cette sociolinguistique appliquée que constituent les politiques linguistiques, et ce n'est pas par hasard que beaucoup de linguistes issus des pays linguistiquement dominés, ou soumis à diverses diglossies, se sont intéressés aux *politiques linguistiques*. De la même façon, la sociolinguistique urbaine telle que l'illustre Bulot se pose des problèmes éminemment sociaux et politiques, se demandant par exemple quelles réponses la discipline peut apporter face à l'exclusion des minorités sociales. Et les différents débats sur la « communauté linguistique » telle que la définissait William Labov, ou sur la « communauté sociale analysée du point de vue linguistique » relèvent bien sûr de la même démarche (Labov, 1978, *passim*). Or tout ceci caractérise à mes yeux non pas la « sociolinguistique urbaine », ni même la « sociolinguistique », mais un débat, un combat au sein de la linguistique pour faire avancer l'idée qu'elle ne pouvait être qu'une science sociale.

Revenons cependant à cette sociolinguistique urbaine que j'essaie, comme vous le voyez, de ramener à une linguistique de la ville (mais je crains, devant vous, de prêcher un peu dans le désert). Elle a commencé à

produire, par effet de mode, un peu tout et n'importe quoi. J'en prendrai deux exemples, l'un ponctuel et l'autre très large. Le premier concerne l'ouvrage de Bernard Zongo publié en 2004, *Le parler ordinaire multilingue à Paris, ville et alternance codique*. Ce titre est un bel exemple d'effet d'annonce qui, sémiologiquement, aurait amusé Roland Barthes. La première partie est une référence explicite à un ouvrage de Labov, dont la traduction française est intitulée *Le parler ordinaire* (1978), ce qui s'apparente un peu à une captation d'héritage. Puis la citation de Paris et le sous-titre, « ville et alternance codique », insistent encore sur l'aspect « urbain » du travail. Or on n'y trouve, après de longs résumés, d'ailleurs très bien faits, des différentes approches de la diglossie et de l'alternance codique, que la description des pratiques linguistiques de quelques étudiants burkinabé. Il se trouve que ces étudiants vivent à Paris, mais ceci ne constitue en rien la justification d'une étiquette « urbaine » à ce travail. Certes, ceci n'a pas grande importance, mais je crois pourtant qu'il nous faut nous intéresser à ces dérives, car elles nous renvoient une image affligeante de notre échec dans ce que nous tentons de faire. Au delà des débats sur les classifications (sociolinguistique urbaine, sociolinguistique ou linguistique), je crois que nous serons tous d'accord pour dire que notre démarche tente de mettre l'accent sur l'aspect socialement construit de ce qu'on appelle des langues et sur la nécessaire dimension sociologique de la linguistique. Or lorsqu'un ouvrage affiche dans son titre autant de références à notre domaine et qu'il propose dans son texte si peu de choses, il nous faut nous interroger sur notre responsabilité : n'avons-nous pas laissé croire qu'il suffisait de décrire les pratiques de locuteurs *en ville*, en situation urbaine donc (ou citadine), pour faire de la sociolinguistique ? Sortant de la lecture de l'ouvrage de Zongo, qui décrit justement *who speaks what language, when, where etc.*, je me posais cruellement la question *so what ?*. Et alors ?

Mon deuxième exemple est plus large, et plus préoccupant. Dans l'espace de la ville il y a, bien sûr, les banlieues. Sans doute vais-je enfoncer une porte ouverte, mais je voudrais rappeler ici l'étymologie du mot *banlieue*. À l'origine se trouve le *ban*, mot francique qui signifiait loi, juridiction, chose à respecter sous peine de rétorsion, qui subsiste dans de nombreuses expressions françaises : *publier les bans*, *convoquer le ban* et *l'arrière ban*, *mettre au ban*, etc. Il en vient l'adjectif *banal*, s'appliquant

aux personnes soumises à la loi féodale, au *ban*, qui va prendre ensuite le sens de communal ou collectif : un four banal était un four où tout le village venait faire son pain, un moulin banal le moulin où tout le monde venait moudre son grain, etc.

C'est dans ce champ sémantique qu'il faut analyser le mot *banlieue*, signifiant littéralement le territoire large d'une lieue, autour de la ville, sur lequel s'appliquait le ban, l'autorité du seigneur. Ce sens peut aujourd'hui faire sourire, lorsque l'on considère l'insécurité ou le désordre qui, dit-on, règnent dans les banlieues, mais il justifie cependant que la sociolinguistique urbaine se soit penchée sur ces franges étymologiques de la vile, sur ses marges : puisque la banlieue est une extension de la ville, alors la sociolinguistique urbaine devait y mettre son nez. Mais pour quoi faire ? C'est sans doute là que la « sociolinguistique urbaine » est la moins « sociale ». Nous avons assisté depuis une dizaine d'années à une floraison d'études et de publications, les unes scientifiques et les autres plus médiatiques, sur le langage des jeunes des banlieues, essentiellement sur leur lexique, se réclamant de la sociolinguistique, comme si le fait de travailler sur des catégories sociales défavorisées conférait à ce travail un caractère social. Pour m'en tenir aux ouvrages, on trouve dans ces publications un vaste arc-en-ciel qui va d'une approche lexicologique scientifique mais sans prétention sociolinguistique (Goudaillier, 2000) à des ouvrages journalistico-mondains (Merle, 1986 ; Aguilou et Saïki ; 1996, Vergne-Rudio ; 1990) en passant par des livres à prétention explicative (Girard et Kermel, 1994, 1996) ou à volonté d'application pédagogique (Seguin et Teillard, 1996).

De façon plus large, dans la partie scientifique de ces ouvrages, comme celui de Goudaillier, et dans les nombreux articles consacrés au même thème, je vois deux tendances : un retour à une linguistique interne tout d'abord, à la simple description des processus de formation néologique, en même temps qu'un certain exotisme. Après avoir lu des dizaines de publications expliquant comment fonctionnait le verlan par exemple, et comment il évoluait, je me pose une fois encore la même question : *so what ?* Et alors ? Qu'est-ce que ces descriptions nous apportent pour comprendre la situation sociale de ces locuteurs, et en quoi nous aident-ils à l'améliorer ? Beaucoup de voix s'élèvent aujourd'hui pour dire qu'il faudrait, face à certaines situations préoccupantes, avoir une vraie

politique de la ville, et la question que je pose est celle de savoir en quoi la « sociolinguistique urbaine » ou la « linguistique de la ville » pourrait participer à la détermination d'une telle politique.

On trouve des échos de ces approches dans des films plus ou moins complaisants ou démagogiques, comme *La haine* (1995) il n'y a guère ou *L'esquive* (2004) tout récemment, dont les dialogues sont parsemés de mots en verlan. On trouve aussi dans la presse des déclarations à l'emporte-pièce, comme celle d'Alain Bentolila expliquant au *Monde* qu'une certaine jeunesse ne possède que « 350 ou 400 mots alors que nous en utilisons nous 2500 » (Potet, 2005). Il met certes ainsi l'accent sur les dangers réels d'une fracture linguistique mais passe sous silence le fait que ces jeunes ont une autre façon de parler, un autre registre, plus proche du français populaire commun, et que le choix du parler des cités est un choix identitaire, une fermeture sur les autres, une stratégie cryptique s'inscrivant dans le cadre d'une fracture sociale qui semble de plus en plus acceptée, voire revendiquée. Je veux dire par là que le problème n'est pas seulement pédagogique ou linguistique (apprendre d'autres mots et une meilleure syntaxe à ces jeunes), mais qu'il est surtout social, qu'il réside dans une opposition de plus en plus violente entre des jeunes aux frontières de la délinquance et le reste de la société. Bien sûr nous sommes ici confrontés à l'exclusion, à l'échec de l'intégration ainsi qu'à une volonté de repli communautaire volontaire et préoccupant. Et face à cette situation, dont la traduction linguistique n'est qu'un symptôme, on peut dès lors trouver un peu dérisoires les nombreuses descriptions auxquelles j'ai fait référence et se demander à quoi peut servir notre science face aux violences urbaines dont elle ne capte que l'écume lexicale.

On nomme, comme vous le savez, *médecine symptomatique* celle qui soigne les effets de la maladie et non pas ses causes : l'aspirine soulage le mal de tête sans se préoccuper de la cause de ce mal de tête. Or ces approches de la réalité sociale à travers son apparence linguistique relèvent de la même démarche, elles se penchent uniquement sur le mal de tête, alors que c'est l'*idiopathie* qu'il convient de traiter, la maladie elle-même. Et la question serait alors de savoir quelle peut être la place de la linguistique (ou de la sociolinguistique) dans une approche *idiopathique* de ces problèmes sociaux. Il y a là matière à une vaste réflexion, que je ne

peux qu'esquisser, mais que nous nous honorerions à aborder en nous demandant, pour ce qui nous concerne ici, si l'analyse de la mise en mots de l'espace urbain, lorsqu'elle se donne pour tâche de répondre à l'exclusion de certaines minorités sociales, relève d'une approche symptomatique ou idiopathique.

Avant de m'orienter vers une conclusion, je voudrais examiner avec vous quelques chiffres. Vous savez que l'on parle à travers le monde entre six et sept mille langues différentes. Mais ces langues n'ont ni le même nombre de locuteurs ni la même répartition géographique. En regardant les chiffres ci-dessous on se rend compte que plus de 80 % des langues sont parlées par moins de cent mille locuteurs, que plus de 50 % des langues du monde ont moins de dix mille locuteurs, et à l'inverse que moins de 5 % des langues sont parlées par plus d'un million de locuteurs :

Tableau 1 – Nombre de locuteurs relativement au nombre de langues

Nombre de locuteurs	Nombre de langues	Pourcentage
Plus de 100 millions	8	0,13 %
Entre 100 et 10 millions	72	1,2 %
Entre 10 et 1 millions	239	3,0 %
Entre 1 million et 100 000	795	13,1 %
Entre 100 000 et 10 000	1 605	26,5 %
Entre 10 000 et 1000	1 782	29,4 %
Entre 1 000 et 100	1 075	17,7 %
Entre 100 et 10	302	5 %
Entre 10 et 1	181	3 %

Ces langues sont en outre assez inégalement réparties : l'Europe par exemple est un continent pauvre en langues tandis que l'Afrique et l'Asie comptent plus de soixante pour cent des langues du monde.

Tableau 2 – Nombre de langues par continent

Continent	Nombre de langue	Pourcentage
Amériques	1 000	15%
Afrique	2 011	30%
Europe	225	3%
Asie	2 165	32%
Pacifique	1 302	19%

Quels sont les facteurs expliquant cette pauvreté relative de l'Europe ou des Amériques ? L'ancienneté des États tout d'abord, dont les langues officielles ont partout tendance à faire disparaître les langues locales minoritaires (l'Italie est en Europe un pays récemment unifié et les dialectes y sont encore très vivants). L'urbanisation ensuite, la ville étant un lieu d'unification linguistique. Mais aussi une tendance des locuteurs de langues minoritaires à céder face à la pression des langues dominantes et à ne plus transmettre à leurs enfants des langues qu'ils estiment inutiles, surtout dans les villes.

Or, le taux d'urbanisation est en croissance constante dans le monde entier. Pour la période récente, nous avons par exemple les chiffres suivants : 29,4 % d'urbanisation en 1950 (c'est-à-dire que 29,4 % de la population mondiale vivait dans les villes), 37 % en 1970, 43,6 % en 1990, 48,2 % en 2000. Et la hiérarchie des mégapoles est elle-même en mutation. New York, Tokyo, Shanghai ou Mexico étaient en tête à la fin du XX^e siècle. Or selon les projections pour 2015, c'est-à-dire à court terme, si Tokyo restera la première mégapole du monde, avec 26 millions d'habitants, elle sera suivie de Bombay, Lagos, Dacca, Sao Paulo, Karachi, Mexico, New York, Jakarta, Calcutta, Delhi, etc. On trouve dans cette liste un grand nombre de villes plurilingues, et les zones les plus riches en langues (en Afrique, en Asie) étant en voie d'urbanisation rapide, on peut prévoir que le nombre de langues y diminuera. Nous avons là un indicateur fiable, un paramètre dont la validité a été maintes fois

testée : la ville, et en particulier la capitale, est une grande dévoreuse de langues, elle attire des ruraux ou des provinciaux qui viennent à la fois y gagner leur vie et y perdre en quelques générations leurs langues. De ce point de vue, la linguistique (ou la sociolinguistique) urbaine (ou s'intéressant à la ville) devrait dans l'avenir se pencher sur ces mégapoles, car c'est là que se joueront dans l'avenir à la fois la disparition de langues (cette « mort » des langues si chère au discours politico-linguistiquement correct) et l'apparition de nouvelles langues. C'est-à-dire que nous allons peut-être vers la coexistence de deux types de niches écolinguistiques : d'une part, des zones plurilingues résiduelles en Mélanésie et aussi dans des zones rurales africaines ou indiennes et, d'autre part, des villes tendanciellement monolingues manifestant des formes différentes de ce qui est aujourd'hui une seule langue. Ainsi, l'anglais de Lagos et celui de Calcutta, le français de Libreville et celui de Dakar, l'arabe de Rabat et celui de Beyrouth, l'espagnol de Madrid et celui de Buenos Aires pourraient bien évoluer de façon divergente, même si ces prémices de langues nouvelles ne compenseront pas, bien sûr, la disparition d'autres langues. Quoi qu'il en soit, nous avons là un terrain d'analyse qui sera plein d'information.

Mais j'ai conscience d'avoir été très long, trop long, et il me faut conclure. Face à la question que j'étais sensé traiter (qu'est devenue la sociolinguistique urbaine en une dizaine d'années ?) il me vient plusieurs embryons de réponses. **La première**, la plus importante à mes yeux, est que nous avons peut-être commis une erreur stratégique en restant à l'extérieur de la linguistique, en cédant à ce que j'ai appelé le syndrome de Jéricho : croire que les murailles de la linguistique interne allaient s'écrouler si nous tournions autour d'elles en trompetant que la sociolinguistique était la linguistique. Il conviendrait donc peut-être d'illustrer cette position par des descriptions concrètes plus que par des proclamations, ce qui nous pousserait vers une linguistique de la ville plutôt qu'une (socio)linguistique urbaine.

La seconde est que si certains d'entre nous se sont intéressés aux politiques linguistiques, ou se sont investis dans ce domaine, c'est peut-être parce que le lien y était évident entre la science et l'action. Or une partie de la sociolinguistique urbaine, je l'ai dit, s'est explicitement située dans cette problématique : comment agir ? Le seul regret que

j'exprimerais ici, et cela rejoint l'erreur stratégique soulignée plus haut, est que cette question n'ait pas été adressée à la linguistique dans son ensemble.

La troisième réponse concerne, en contrepoint à cette volonté d'utilité sociale, la tendance au voyeurisme face au langage des jeunes : certaines descriptions semblent répondre plus à une demande sociale mondaine, à une curiosité face à l'exotisme des parlers des cités ou des banlieues, qu'à une utilité, à un besoin d'action. J'ai dit qu'il y avait là une urgence sociale et politique face à laquelle la réponse linguistique est pour l'instant un peu courte. Ce qui nous mène, ou nous mènerait, à une réflexion sur les rapports entre la science et la société plus *idiopathique*, comme je l'ai dit, que *symptomatique*.

Enfin, **le quatrième point**, me ramène à mes considérations étymologiques sur le couple *urbs/civitas*. Si l'on tient vraiment à faire de la *sociolinguistique* (et non pas de la *linguistique*) *urbaine* (et non pas *générale*), il reste à savoir si l'on étudie plutôt la ville-*urbs* ou la ville-*civitas*, et s'il ne conviendrait pas de distinguer entre deux courants représentés ici : une *sociolinguistique urbaine* et une *linguistique des citadins*, voire des citoyens. Ces deux pôles, en effet, me paraissent à la fois résumer les différentes directions d'évolution de notre science et, surtout, être porteurs d'un débat central pour l'avenir de notre science. Il y aurait en effet d'un côté un accent mis sur le territoire et sa mise en mots (la ville-*urbs*) et de l'autre un intérêt plus marqué pour les rapports sociaux décrits à travers les rapports linguistiques (la ville-*civitas*). Mais la solution, bien sûr, se trouve dans une dialectique entre les deux, dont nous sommes sans doute tous d'accord pour dire qu'elles sont inséparables. Encore faut-il construire cette dialectique, élaborer un nouveau paradigme qui concernerait non pas simplement cette « sociolinguistique urbaine » qui nous réunit mais l'ensemble de la linguistique. Vaste programme, je sais...

Mais je suis prêt à vous accorder que la question que l'on m'a invité à traiter est plus intéressante que les réponses que j'ai tenté d'apporter.

Bibliographie

- Aguillou, P. et Saïki, N. (1996). *La Téci à Panam, parler le langage des banlieues*. Paris : Michel Lafont.
- Andersen, H. (1988). Centre and periphery : adoption, diffusion and spread. In Fisiak, J. (éd.) *Historical Dialectology. Regional and Social*. Berlin : Mouton de Gruyter.
- Benveniste, E. (1974) Deux modèles linguistiques de la cité. *Problèmes de linguistiques générale* 2. Paris : Gallimard.
- Blanchet, P., Calvet, L.-J., Hilléreau, D. et Wilczyk, E. (à paraître). Le volet linguistique du recensement français de 1999, résultats et analyse appliqués à la Provence et au provençal. *Marges Linguistiques*.
- Bright, W. (ed.). (1967) *Sociolinguistics, Proceedings of the UCLA Sociolinguistics Conference*. La Haye : Mouton.
- Bulot, T. et Bauvois, C. (dir.). (1999). *Sociolinguistique urbaine : contributions choisies*. Revue Parole 5/6. Mons : Université de Mons, Hainaut.
- Bulot, T., Bauvois, C. et Blanchet, P. (dir.). (2001). *Sociolinguistique urbaine (Variations linguistiques : images urbaines et sociales)*. Cahiers de sociolinguistiques 6. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Bulot, T. (2002) La sociolinguistique urbaine : une sociolinguistique de crise ? Premières considérations. *Marges Linguistiques*. 1. 1-3.
- Bulot, T. et Messaoudi, L. (dir.). (2003). *Sociolinguistique urbaine, frontières et territoires*. Cortil-Wodon : Éditions Modulaires Européennes.
- Bulot, T. et Veschambre, V. (2004). Sociolinguistique urbaine et géographie sociale : hétérogénéité des langues et des espaces. Communication au colloque *Espace et société aujourd'hui*, Rennes, 21-22 octobre 2004.
- Calvet, L.-J. (1974). *Linguistique et colonialisme*. Paris : Payot.
- Calvet, L.-J. (1994). *Les voix de la ville, introduction à la sociolinguistique urbaine*. Paris : Payot.

- Calvet, L.-J. (1999). Aux origines de la sociolinguistique, la conférence de sociolinguistique de l'UCLA (1964). *Langage et Société*. 88. 25-57.
- Calvet, L.-J. (2004) *Essais de linguistique, la langue est-elle une invention des linguistes*. Paris : Plon.
- Cohen, M. (1971). *Matériaux pour une sociologie du langage*. Paris : François Maspero [coll. Petite collection Maspero]. 83-84 : 2.
- Ferguson, C. (1958). Classical or colloquial, one standard or two. Communication au colloque de l'A.A.A. *Urbanization and Standard Languages : Facts and Attitudes*. Washington D.C.
- Ferguson, C. (1959). Diglossia. *Word*. 15.325-337.
- Fishman, J. (1965). Who speaks what language to whom and when ? *La linguistique*. 2.67-88
- Gaffiot, F. (2000). *Le grand Gaffiot, dictionnaire latin-français*. Paris : Hachette.
- Gasquet-Cyrus, M. (2002). Sociolinguistique urbaine ou urbanisation de la sociolinguistique ? Regards critiques et historiques sur la sociolinguistique. *Marges linguistiques*. 1.31-69.
- Girard, E. et Kermel, B. (1994). *Le manuel ado-parents, guide de conversation*. Paris : Pocket.
- Girard, E. et Kermel, B. (1996). *Le vrai langage des jeunes expliqué aux parents (qui n'y entravent plus rien)*. Paris : Albin Michel.
- Goudaillier, J.-P. (2001). *Comment tu tchatches ! Dictionnaire du français contemporain des cités*. Paris : Maisonneuve et Larose.
- Hymes, D. (1974). *Foundations of Sociolinguistics : An Ethnographic Approach*. Philadelphia : Philadelphia University Press.
- Labov, W. (1978). *Le parler ordinaire*. Paris : Éditions de Minuit.
- Marcellesi, J.-B. et Gardin, B. (1974). *Introduction à la sociolinguistique*. Paris : Larousse.
- Merle, P. (1986). *Dictionnaire du français branché suivi du guide du français tic et toc*. Paris : Seuil.
- Messaoudi L. (2003). Parler citadin, parler urbain. Quelles différences ? In Bulot, T. et Messaoudi, L. (dir.). *Sociolinguistique urbaine*,

- frontières et territoires*. Cortil-Wodon : Éditions Modulaires Européennes. 105-135.
- Miller, C. (1997). Pour une étude du contact dialectal en zone urbaine : Le Caire. *Proceedings of the 16th International Congress of Linguistics*. Paris.
- Miller, C. (2003). Variation and Change in Arabic Urban Vernaculars. In Haak, M., Versteegh, K. et Dejong, R. (éds.). *Approaches to Arabic Dialects: Collection of Articles presented to Manfred Woidich on the Occasion of his Sixtieth Birthday*. Amsterdam : Brill. 177-206.
- Miller, C. (à paraître). *Les Sa'ïdi-s au Caire : accommodation dialectale et construction identitaire*, In Arnaud J.-L. *Les manifestations de l'urbain dans le monde arabe*. Paris : Maisonneuve et Larose.
- Potet, F. (2005). Vivre avec 400 mots. *Le Monde*. 19 mars 2005.
- Seguin, B. et Teillard, F. (1996). *Les Céfrans parlent aux Français. Chronique de la langue des cités*. Paris : Calman Levy.
- Trudgill, P. (1986). *Dialects in Contact*. Oxford : Blackwell.
- Vergne-Rudio, A. (1990). *Rafraîchissez votre français*. Lambersart : Nordeal.
- Veschambre, V. (2004). Une construction interdisciplinaire autour de la mise en mots et de la mémoire de l'habitat populaire. *ESO*. 21. 1-3.
- Zongo, B. (2004). *Le parler ordinaire multilingue à Paris, ville et alternance codique*. Paris : L'Harmattan.